



Assemblée générale

Distr. générale
18 janvier 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Point 140 de l'ordre du jour

Financement de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental

Rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Exécution du mandat	3–6	3
III. Exécution du budget	7–9	11
A. Ressources financières	7	11
B. Autres recettes et ajustements	8	12
C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	9	12
IV. Analyse des écarts	10–25	13
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	26	16



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.

Le rapport entre les dépenses et l'objectif de la Mission pour cet exercice est mis en évidence dans des tableaux axés sur les résultats regroupés sous trois programmes, à savoir stabilité, démocratie et justice, sécurité interne et maintien de l'ordre et sécurité extérieure et contrôle aux frontières, et une composante appui.

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	138 560,5	131 110,2	7 450,3	5,4
Personnel civil	61 571,8	64 806,2	(3 234,4)	(5,3)
Dépenses opérationnelles	91 867,7	92 024,7	(157,0)	(0,2)
Montant brut	292 000,0	287 941,1	4 058,9	1,4
Recettes provenant des contributions du personnel	8 414,2	8 232	181,3	2,2
Montant net	283 585,8	279 708,2	3 877,6	1,4
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	60,0	60,0	–	–
Total	292 060,0	288 001,1	4 058,9	1,4

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie de personnel	Postes approuvés ^a	Postes prévus (moyenne)	Postes	Taux de
			effectivement pourvus (moyenne)	vacance (en pourcentage) ^b
Observateurs militaires	120	120	111	7,5
Contingents	4 880	4 221	4 010	5,0
Police civile	1 250	777	688	11,5
Personnel international	455	455	392	13,8
Personnel recruté dans le pays	977	977	924	5,4
Volontaires des Nations Unies	249	249	225	9,6

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre des postes pourvus et du nombre des postes prévus, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental (MANUTO) pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 a été présenté dans le rapport du Secrétaire général du 24 avril 2002 (A/56/932 et Corr.1) pour un montant brut de 318 490 200 dollars (montant net : 309 254 400 dollars), y compris les contributions volontaires en nature budgétisées (60 000 dollars). Il prévoyait en moyenne 120 observateurs militaires, 4 221 membres des contingents, 777 membres de la police civile, 455 membres du personnel international et 977 agents recrutés dans le pays, ainsi que 249 Volontaires des Nations Unies.

2. Sur la base de la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires figurant au paragraphe 52 du rapport du Comité en date du 16 mai 2002 (A/56/945), l'Assemblée générale, par sa résolution 56/296 du 27 juin 2002, a ouvert un crédit d'un montant brut de 292 millions de dollars (montant net : 283 585 800 dollars) pour l'établissement et le fonctionnement de la Mission pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

3. La MANUTO a été créée par la résolution 1410 (2002) du Conseil de sécurité et son mandat a été ultérieurement ajusté par le Conseil dans sa résolution 1473 (2003). Par sa résolution 1480 (2003), le Conseil a prorogé ce mandat jusqu'au 20 mai 2004.

4. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre son objectif général, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Dans le cadre de cet objectif général, le Conseil a donné pour mandat à la Mission de garantir la stabilité et la sécurité à long terme au Timor-Leste.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant des produits clefs présentés dans les tableaux ci-après. Ces tableaux sont regroupés en fonction des trois programmes du plan d'exécution du mandat décrits dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité daté du 6 novembre 2002 (S/2002/1223, par. 11 à 40) et révisés dans son rapport ultérieur au Conseil daté du 21 avril 2003 (S/2003/449, par. 13 à 51), à savoir : stabilité, démocratie et justice; sécurité intérieure et maintien de l'ordre; sécurité extérieure et contrôle des frontières; et une composante appui. Les caractéristiques programmatiques communes des réalisations escomptées et des produits relevant de tel ou tel programmes ou de la composante appui sont la raison, et non le résultat, de leur regroupement au sein de ce programme ou de cette composante.

6. Ces tableaux marquent un progrès vers la budgétisation axée sur les résultats. Le budget 2002/03 ne contenait pas de tableau type énonçant les résultats escomptés, qui auraient servi de données de référence pour mesurer l'exécution du budget et en rendre compte. Il a donc été décidé, à titre transitoire, de présenter les données sur l'exécution du budget de la Mission pour l'exercice 2002/03 sous la forme de tableaux dans lesquels sont donnés les réalisations effectives et les produits effectivement exécutés pour lesquels l'information est disponible. Les

réalisations escomptées sont celles qui sont nécessaires pour que la mission puisse atteindre l'objectif fixé par le Conseil de sécurité dans les délais prévus, tandis que les réalisations effectives reflètent les progrès accomplis sur cette voie au cours de l'exercice, ainsi que les résultats obtenus par la mission à l'expiration de son mandat. Les produits effectivement exécutés représentent les initiatives prises par la Mission pour concrétiser les réalisations escomptées au cours de l'exercice.

Programme 1 : stabilité, démocratie et justice

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Réalisations effectives</i>
<p>1.1 Progrès réalisés dans la mise en place d'une administration publique viable au Timor-Leste</p>	<p>1.1.1 Lorsque le pays a accédé à l'indépendance, le Gouvernement du Timor-Leste a officiellement créé les instruments de gouvernement nécessaires : il a notamment nommé des ministres d'État, des chefs de département et des hauts fonctionnaires dans 18 ministères</p> <p>1.1.2 Réaction positive du Gouvernement du Timor-Leste et reconnaissance du rôle et de la contribution du Groupe d'appui civil dans le renforcement des capacités et des institutions, y compris la supervision et la formation d'homologues et de cadres supérieurs et moyens (sur la base d'enquêtes sur le niveau de satisfaction effectuées auprès de hauts fonctionnaires)</p> <p>1.1.3 Le Président du Timor-Leste, le Ministre des affaires étrangères et d'autres hauts responsables ont exprimé leur satisfaction et leur reconnaissance en ce qui concerne les contributions du Groupe d'appui civil au renforcement des capacités et des institutions officiellement et en de nombreuses occasions</p>
<p><i>Produits effectivement exécutés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • A fourni des avis politiques sur 225 questions prioritaires et 900 problèmes d'appui opérationnel, identifiés avec les homologues du Gouvernement du Timor-Leste et les ministères • A parrainé 230 fonctionnaires du Gouvernement du Timor-Leste dans 16 ministères et institutions par l'intermédiaire du Groupe d'appui civil • A organisé des réunions hebdomadaires entre le Représentant spécial du Secrétaire général et le Premier Ministre et des réunions mensuelles entre le Représentant spécial du Secrétaire général et le Président, réunions consacrées à un large éventail de questions politiques et développementales • A procédé à une évaluation préliminaire des besoins futurs d'assistance technique en partenariat avec le Groupe de la coordination et du développement des capacités du Gouvernement du Timor-Leste 	

<ul style="list-style-type: none"> • A tenu 180 consultations de haut niveau avec des représentants des donateurs à Dili et durant des visites effectuées par des hauts fonctionnaires de la MANUTO aux États-Unis d'Amérique, au Royaume-Uni, en Australie, en Indonésie, au Japon, en Thaïlande, à Singapour, aux Philippines et au Portugal • A organisé un atelier sur le rôle et les fonctions des conseillers internationaux auquel ont participé 300 représentants de pays donateurs, d'institutions internationales et du Gouvernement du Timor-Leste 	
<p><i>Observations :</i></p> <p>Les responsabilités n'ont pas été transférées dans tous les domaines. Des conseillers de la MANUTO ont continué d'exercer des fonctions dans les secteurs bancaire, des paiements, du Trésor et des impôts.</p>	
<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Réalisations effectives</i>
<p>1.2 Progrès dans le traitement des affaires prioritaires et des affaires de crimes contre l'humanité commis en 1999, obtention de mandats d'arrêt internationaux en ce qui concerne les accusés se trouvant hors du Timor-Leste et exercice de l'action pénale contre des accusés présents au Timor-Leste, y compris en appel</p>	<p>1.2.1 Le traitement de 10 affaires prioritaires a été achevé. Soixante-cinq actes d'accusation du chef de crimes contre l'humanité et autres crimes graves ont été rédigés</p> <p>1.2.2 Trente-deux accusés, sur un total de 264, ont été reconnus coupables</p> <p>1.2.3 Vingt et un procès en première instance et 3 en appel, qui concernaient 33 accusés, ont été menés à bien au Timor-Leste</p>
<p><i>Produits effectivement exécutés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • A recueilli les dépositions de 3 650 témoins • A achevé des enquêtes et rédigé des actes d'accusation dans 10 affaires prioritaires et autres affaires de crimes contre l'humanité • A mis 264 personnes en accusation dans 65 actes d'accusation • A formé 13 hauts magistrats 	
<p><i>Observations :</i></p> <p>Sur les 264 accusés concernés par les 65 actes d'accusation du chef de crimes contre l'humanité et autres crimes graves, 221 ne se trouvent pas au Timor-Leste.</p>	
<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Réalisations effectives</i>
<p>1.3 Renforcement du respect de l'état de droit et de la protection des droits de l'homme</p>	<p>1.3.1 Des observateurs extérieurs ont noté que des progrès avaient été réalisés s'agissant de la prise en compte des droits de l'homme internationalement reconnus dans les opérations de la Police nationale du Timor-Leste</p> <p>1.3.2 Les recommandations de la Mission d'évaluation conjointe ont été acceptées par des hauts fonctionnaires de la Police nationale et le Ministère de l'intérieur comme fondement du respect institutionnel des droits de l'homme</p>

<p><i>Produits effectivement exécutés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • A formé 400 sous-officiers de la Police nationale aux droits de l'homme • A dispensé une formation sur les problèmes graves de droits de l'homme à l'intention de 100 hauts fonctionnaires de la Police nationale • A organisé des cours de formation des formateurs à l'intention de 44 enseignants de l'École de police • A élaboré une politique en matière d'emploi de la force et des armes à feu en collaboration avec la Police nationale • A élaboré un code de conduite à l'intention des fonctionnaires de la Police nationale en collaboration avec la Police nationale du Timor-Leste • A commencé l'élaboration et l'examen de procédures opérationnelles types à l'intention des fonctionnaires de la Police nationale 	
<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Réalisations effectives</i>
1.4 Promotion d'un système judiciaire équitable et juste au Timor-Leste	<p>1.4.1 La Cour d'appel a recommencé à fonctionner</p> <p>1.4.2 Le Service public d'aide juridictionnelle a réouvert</p> <p>1.4.3 Le Tribunal de Suai a ouvert ses portes</p> <p>1.4.4 Le Conseil supérieur de la magistrature a commencé à siéger</p>
<p><i>Produits effectivement exécutés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • A nommé deux conseillers judiciaires auprès de la Cour d'appel • A nommé un conseiller auprès du Service public d'aide juridictionnelle • A suivi l'évolution du système judiciaire national • A surveillé le délai moyen précédant les procès • A élaboré un manuel de formation aux droits de l'homme à l'intention de l'administration pénitentiaire • A dispensé une formation aux droits de l'homme à 120 agents et cadres de l'administration pénitentiaire • A tenu des réunions mensuelles avec le Ministre et le Vice-Ministre de la justice et le Bureau du Procureur général • A tenu des réunions mensuelles avec des partenaires de développement en ce qui concerne les stratégies propres à renforcer le système judiciaire • A aidé à organiser un atelier sur la justice • A fourni une assistance technique à la Mission d'évaluation des besoins du secteur de la justice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) 	

Observations :

Le système judiciaire fonctionnait mieux à la fin qu'au début de la période à l'examen, mais de nombreuses améliorations sont encore nécessaires. L'insuffisance des juges qualifiés et autres personnels judiciaires a entravé le fonctionnement des tribunaux. De même, le secteur de la justice a besoin pour être viable de l'appui actif de conseillers de la MANUTO.

Programme II : sécurité intérieure et maintien de l'ordre

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Réalisations effectives</i>
2.1 Maintien de l'ordre public au Timor-Leste	2.1.1 La police nationale a enquêté sur 4 561 infractions pénales
<i>Produits effectivement exécutés :</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • A procédé à 620 arrestations ayant entraîné le déclenchement de l'action publique dans 915 affaires jugées ou pendantes devant les tribunaux • A formé 2 355 fonctionnaires de la Police nationale dans le cadre de 42 programmes de formation avancée et spécialisée • A organisé 30 ateliers sur les enquêtes en matière de violence familiale, y compris des exercices de formation pratique 	
<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Réalisations effectives</i>
2.2 Progrès dans la mise en place d'un service de police viable au Timor-Leste	2.2.1 Un directeur de la Police nationale a été nommé 2.2.2 La Police nationale a assumé la responsabilité de la police dans 11 des 13 districts du pays
<i>Produits effectivement exécutés :</i>	
<ul style="list-style-type: none"> • A formé 2 778 fonctionnaires de la Police nationale aux tâches générales de police • A formé 300 membres des équipes d'intervention rapide de la police • A mis en place deux projets conjoints police/collectivité qui visent à reconstruire les infrastructures locales et à améliorer les relations de la police avec la population • A assuré la liaison avec la Mission conjointe Australie/Royaume-Uni/Police nationale de renforcement des capacités en vue d'examiner les besoins en ressources de la Police nationale dans les années à venir 	
<i>Observations :</i>	
<p>La Mission a entrepris de nombreuses activités de projet pour former des fonctionnaires de la Police nationale du Timor-Leste dans tous les domaines du maintien de l'ordre. La police internationale a travaillé aux côtés des fonctionnaires de celle-ci afin de les former à la collecte, à l'analyse et à la gestion du renseignement. Les troubles civils intervenus à Dili le 4 décembre, bien qu'ils n'aient duré que quelques heures, ont fait l'objet de commentaires négatifs d'observateurs extérieurs.</p>	

Programme III : sécurité extérieure et contrôle des frontières

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Réalisations effectives</i>
3.1 Maintenir la sécurité extérieure du Timor-Leste	<p>3.1.1 Aucun élément extérieur n'a commis de violations graves de l'intégrité territoriale du Timor-Leste</p> <p>3.1.2 La responsabilité de la zone d'opérations de Lautem a été transférée à la Force de défense nationale</p>
<p><i>Produits effectivement exécutés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • A tenu deux réunions d'état-major avec les forces armées indonésiennes, Tentara Nasional Indonesia (TNI) • A tenu 72 réunions avec les forces armées indonésiennes (TNI) au niveau du bataillon • A tenu 288 réunions avec les forces armées indonésiennes (TNI) au niveau de la compagnie • A tenu 12 réunions avec les forces armées indonésiennes (TNI) au niveau des secteurs • A organisé des réunions du groupe de travail de coordination tactique avec les autorités indonésiennes • A organisé trois brefs déploiements par hélicoptère du commandant de la Force • A mené 9 797 jours de patrouille dans des districts contigus au Timor occidental • A mené 3 245 jours de patrouille dans les autres secteurs • A mené 6 552 patrouilles d'observateurs militaires 	
<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Réalisations effectives</i>
3.2 Progrès réalisés dans la voie de la normalisation de la frontière terrestre de Timor-Leste	<p>3.2.1 Création du Service national des douanes et des gardes-frontière</p> <p>3.2.2 Le groupe des gardes-frontière de la Police nationale a assumé la responsabilité de cinq premiers points de passage</p> <p>3.2.3 Des passages aux frontières sont ouverts pour les mouvements quotidiens des personnes et des biens</p>
<p><i>Produits effectivement exécutés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • A facilité les réunions de la Commission ministérielle mixte Indonésie/Timor-Leste et y a participé (établissement d'un calendrier pour les accords définitifs relatifs à la frontière terrestre) 	

- A fourni des compétences techniques au Sous-Comité mixte (Gouvernement indonésien/Gouvernement du Timor-Leste) chargé de la délimitation de la frontière
- A organisé trois réunions au niveau du commandement avec des homologues des Forces armées indonésiennes (TNI)
- A informé 182 gardes-frontière
- A informé 48 fonctionnaires de l'immigration aux contrôles aux postes frontière
- A fourni une assistance pour la réalisation de levés techniques de la frontière

Composante : appui

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Réalisations effectives</i>
4.1 Fourniture à la Mission d'un appui logistique et administratif efficace et opérationnel	<p>4.1.1 Économies réalisées grâce à l'examen de l'opération d'appui concernant le terrain d'aviation de Baucau et la réadjudication des services d'aéroport à Darwin</p> <p>4.1.2 La réorganisation des opérations d'appui aérien ont permis d'économiser huit mois de location d'un hélicoptère MI-26</p> <p>4.1.3 La liquidation de l'ATNUTO a été en substance achevée – 54 éléments non liquidés au titre du matériel et des effets à recevoir/crédoiteurs divers ont été ramenés à moins de 400 000 dollars</p>
<p><i>Produits effectivement exécutés :</i></p> <p>Militaires et personnel de police</p> <ul style="list-style-type: none"> • 49 inspections du matériel appartenant aux contingents ont été effectuées • 14 657 déploiements/rapatriements de militaires et de personnel de police ont été effectués <p>Personnel civil</p> <ul style="list-style-type: none"> • A administré 1 445 agents civils <p>Installations et infrastructures</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entretien de 248 bâtiments • Entretien de 228 générateurs 	

Transports terrestres

- Entretien de 810 véhicules

Transports aériens

- A effectué 12 inspections d'aéronefs
- Appui à l'exploitation de 32 appareils (10 000 heures de vol)

Transmissions et informatique

- A fourni des services de transmissions et informatique ininterrompus à 7 200 usagers

Services médicaux

- 21 000 patients ont reçu un traitement médical

Fournitures, services et matériel divers

- A procédé à 716 expéditions de matériel appartenant à des contingents ou à l'Organisation des Nations Unies

Observations :

Toutes les composantes de la Mission ont reçu un appui administratif et logistique pleinement satisfaisant

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué ^a (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) ÷ (1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	4 627,2	4 365,9	261,3	5,6
Contingents	104 007,3	100 040,6	3 966,7	3,8
Police civile	29 926,0	26 703,7	3 222,3	10,8
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	138 560,5	131 110,2	7 450,3	5,4
Personnel civil				
Personnel international	50 679,9	50 519,4	160,5	0,3
Personnel recruté dans le pays	3 562,9	3 600,7	(37,8)	(1,1)
Volontaires des Nations Unies	7 329,0	10 686,1	(3 357,1)	(45,8)
Total partiel	61 571,8	64 806,2	(3 234,4)	(5,3)
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire	7 466,4	6 838,1	628,3	8,4
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	3 422,8	4 264,7	(841,9)	(24,6)
Voyages	745,4	1 170,2	(424,8)	(57,0)
Installations et infrastructures	18 487,0	20 348,2	(1 861,2)	(10,1)
Transports terrestres	5 424,6	8 518,1	(3 093,5)	(57,0)
Transports aériens	37 586,0	32 753,5	4 832,5	12,9
Transports maritimes	1 102,5	913,0	189,5	17,2
Transmissions	7 971,3	7 352,3	619,0	7,8
Informatique	802,1	893,9	(91,8)	(11,4)
Services médicaux	4 061,9	4 282,3	(220,4)	(5,4)
Matériel spécial	1 361,4	1 361,4	–	–
Fournitures, services et matériel divers	3 436,3	3 329,0	107,3	3,1
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	91 867,7	92 024,7	(157,0)	(0,2)
Total général brut	292 000,0	287 941,1	4 058,9	1,4
Recettes provenant des contributions du personnel	8 414,2	8 232,9	181,3	2,2
Total général net	283 585,8	279 708,2	3 877,6	1,4
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^b	60,0	60,0	–	–
Total général	292 060,0	288 001,1	4 058,9	1,4

^a Répartition ajustée des ressources approuvées entre les catégories de dépenses militaires et personnel de police et dépenses opérationnelles.

^b Contribution d'une valeur de 60 000 dollars apportée par le Gouvernement du Territoire du Nord (Australie) pour des locaux à usage de bureaux à Darwin.

B. Autres recettes et ajustements

<i>Catégorie de recettes</i>	<i>Montant (milliers de dollars É.-U.)</i>
Intérêts créditeurs	4 334,0
Recettes diverses	2 830,0
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs.	(71,0)
Réduction ou annulation d'engagements antérieurs	3 432,0
Total	10 525,0

C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Dépenses (milliers de dollars É.-U.)</i>
Matériel majeur	17 201,2
Soutien logistique autonome	
Restauration (cuisines)	1 346,4
Mobilier et matériel de bureau	1 161,8
Électricité.	1 412,4
Missions secondaires du génie	808,9
Blanchisserie et nettoyage	1 118,3
Matériel de campement	1 219,9
Hébergement	1 238,8
Magasins – divers	2 192,2
Transmissions.	3 916,5
Services médicaux.	3 337,0
Observation	1 361,4
Fournitures pour la défense des périmètres	1 679,2
Total partiel.	20 792,8
Total général	37 994,0

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date effective</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Applicables à la zone de la Mission			
Facteur de situation environnementale extrême	1,0	Février 2000	Juillet 2002
Facteur de situation opérationnelle intensifiée	1,0	Février 2000	Juillet 2002
Facteur d'abandon forcé/d'action hostile	–	Février 2000	Juillet 2002
B. Applicables au pays d'origine			
Facteur différentiel de transport	0,5-5,5		

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	261,3	5,6 %

7. Le solde inutilisé de 261 300 dollars est au premier chef imputable au nombre inférieur d'observateurs militaires effectivement déployés durant la période à l'examen (111 contre 120 prévus).

	<i>Écart</i>	
Contingents	3 966,7	3,8 %

8. Le solde inutilisé de 3 966 700 dollars est imputable à la réduction plus rapide que prévu des effectifs des contingents. Quatre mille dix membres des contingents ont été en moyenne effectivement déployés durant la période à l'examen, alors que la moyenne prévue était de 4 221.

	<i>Écart</i>	
Police civile	3 222,3	10,8 %

9. Le solde inutilisé de 3 222 300 dollars est imputable à la réduction plus rapide que prévu des effectifs de la police civile. L'effectif moyen effectivement déployé au cours de l'exercice a été de 688 policiers contre 777 prévus.

	<i>Écart</i>	
Personnel international	160,5	0,3 %

10. Le solde inutilisé de 160 500 dollars est principalement imputable au fait qu'une plus large proportion des membres du personnel international sont titulaires d'engagements de durée limitée (90 % contre 70 % prévus dans le budget), compte tenu des dépenses effectives plus élevées au titre des dépenses communes de personnel dues au roulement du personnel durant la période considérée (voyages

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

lors de l'entrée en fonctions, frais de licenciement, expéditions d'effets personnels, jours de congé accumulés).

	<i>Écart</i>	
	(3 357,1)	(45,8 %)
Volontaires des Nations Unies		

11. L'essentiel du dépassement correspond au coût des services de l'exercice précédent imputé sur l'exercice considéré.

	<i>Écart</i>	
	628,3	8,4 %
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)		

12. Le solde inutilisé de 628 300 dollars est principalement imputable au fait que moins de conseillers civils ont été recrutés au titre d'engagements de durée limitée pour le Groupe d'appui civil (48 alors que 68 étaient prévus au budget).

	<i>Écart</i>	
	(841,9)	(24,6 %)
Consultants		

13. Le dépassement de 841 900 dollars tient au fait que davantage de consultants ont été recrutés pour le Groupe d'appui civil (29 contre 24 prévus) aux fins du programme relatif aux crimes graves, de la délimitation de la frontière et d'activités relatives aux droits de l'homme ainsi qu'en qualité d'observateurs au Tribunal des droits de l'homme de Jakarta.

	<i>Écart</i>	
	(424,8)	(57,0 %)
Voyages		

14. Le dépassement de 424 800 dollars est principalement imputable au nombre de voyages plus élevé que prévu effectués aux fins d'appui administratif, logistique et technique et en raison de l'expansion des programmes de formation du personnel de la Mission, en particulier dans les domaines du génie, des transports et de la sécurité.

	<i>Écart</i>	
	(1 861,2)	(10,1 %)
Installations et infrastructures		

15. Le dépassement de 1 861 200 dollars est principalement imputable à l'utilisation plus fréquente des générateurs en raison de l'approvisionnement erratique et irrégulier en électricité et de l'augmentation de 20 % du prix du fioul, à la constitution de réserves pour rembourser les pays fournissant des contingents qui en assurent l'hébergement lorsque la Mission n'est pas en mesure de les héberger après six mois passés dans des tentes, ainsi qu'à l'amélioration de la sécurité des projets de construction entrepris au siège de la Mission, dépassement partiellement compensé par les économies découlant du plus petit nombre d'expéditions de matériel à destination de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et de la réduction correspondante des besoins de pièces de rechange, et de

l'existence de fournitures de bureau de l'exercice précédent en quantité suffisante pour satisfaire les besoins.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	(3 093,5)	(57,0 %)

16. Le dépassement de 3 093 500 dollars est essentiellement imputable au remplacement par un entrepreneur privé de l'escadron de soutien logistique qui faisait fonctionner les centres de services de carburant avant son retrait imprévu en juin 2002, et à la conclusion d'un nouveau marché, moins avantageux, pour la distribution du carburant après que le précédent entrepreneur eut cessé ses opérations et l'augmentation de 20 % du prix du fioul.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	4 832,5	12,9 %

17. Le solde inutilisé de 4 832 500 dollars est principalement imputable aux économies réalisées sur la location d'hélicoptères à la suite de la réorganisation des opérations d'appui aérien qui a permis de rendre plus tôt un hélicoptère de transport MI-26 et aux économies de carburant qui en ont résulté, ainsi qu'à l'utilisation d'heures de vol moins nombreuses que prévu (10 000 sur 12 720 prévues au budget), ainsi qu'à des économies résultant de la révision des opérations d'appui au terrain d'aviation à Baucau et de la réadjudication des services d'aéroport à Darwin.

	<i>Écart</i>	
Transport maritime	189,5	17,2 %

18. Le solde inutilisé de 189 500 dollars est imputable à des modifications des besoins opérationnels qui ont entraîné une réduction de 17 % de l'utilisation des barges pour le transport de biens et de fournitures.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	619,0	7,8 %

19. Le solde inutilisé de 619 000 dollars est principalement imputable au fait qu'un nombre moindre d'éléments de matériel de transmissions ont été expédiés à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et qu'en conséquence moins de pièces détachées ont été nécessaires ainsi qu'à la réduction de l'exécution du projet de connectivité par micro-ondes.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(91,8)	(11,4%)

20. Le dépassement de 91 800 dollars est principalement dû à l'acquisition de logiciels en vue de renforcer la sécurité réseau tant des serveurs de la Mission que des ordinateurs individuels à la suite d'attaques utilisant des virus dirigés contre leur intégrité.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	(220,4)	(5,4 %)

21. Le dépassement de 220 400 dollars est essentiellement dû à l'acquisition de matériel et de fournitures médicaux pour le nouvel hôpital appartenant à l'Organisation des Nations Unies à Dili à la suite du retrait d'un hôpital militaire au début de 2003.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	107,3	3,1 %

22. Le solde inutilisé de 107 300 dollars est principalement imputable à la non-exécution d'activités de déminage durant la période à l'examen, à la renégociation à des conditions plus favorables du marché de services de photocopie et à une diminution des dépenses de fret due à la réduction des expéditions à destination de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi, compensées en partie par les ressources additionnelles nécessaires pour acquérir des conteneurs ainsi que divers articles, matériel et fournitures de sécurité pour améliorer la sécurité dans la zone de la Mission.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

23. En ce qui concerne le financement de la MANUTO, l'Assemblée générale devra se prononcer sur les points suivants :

a) **L'affectation du solde inutilisé de 4 058 900 dollars relatif à l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003;**

b) **L'affectation du montant correspondant aux autres recettes relatives à l'exercice clos le 30 juin 2003, qui s'élève à 10 525 000 dollars et comprend les intérêts créditeurs (4 334 000 dollars), les recettes diverses (2 830 000 dollars) et les économies résultant de la réduction ou l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (3 432 300 dollars), après des ajustements relatifs à l'exercice antérieur (71 000 dollars).**